Les mégabassines à l'épreuve du chaos climatique : notre carte interactive

Alors que le niveau de deux tiers des nappes phréatiques en France est sous la normale, Mediapart et le collectif Mémoire vive ont élaboré une cartographie régulièrement mise à jour pour suivre l'alimentation en eau des 165 principales mégabassines françaises et la disponibilité en eau sur leur territoire.

Mediapart Mickaël Correia et Mémoire vive le 27 juillet 2023
https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/270723/les-megabassines-l-epreuve-du-chaos-climatique-notre-carte-interactive?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtor=CS3-5

La mobilisation contre les mégabassines, qui s'est imposée dans le monde agricole l'an dernier, est devenue en 2023 emblématique des luttes pour la défense des biens communs. La réponse de l'État français afin de garantir des réservoirs d'eau artificiels pour l'irrigation a été hors norme : répression violente de la manifestation en mars dernier contre la mégabassine de Saint-Soline, approximations mensongères de ministres dans les médias, passage en force de projets de bassine par les préfectures, vague d'interpellations chez les militant·es écologistes, dissolution en juin des Soulèvements de la Terre...

Pour le gouvernement et les tenant·es d'une agriculture productiviste, les bassines sont des infrastructures de stockage d'eau indispensables pour maintenir les rendements agricoles. C'est qu'en France, la ressource en eau a diminué de 14 % entre la fin des années 1990 et la dernière décennie.

Hydrogéologues, agronomes, écologistes, élu·es de gauche ou encore la Confédération paysanne jugent au contraire que ces retenues incarnent l'inverse de ce qu'il faudrait déployer en matière de gestion de l'eau, face au réchauffement global qui aggrave les sécheresses.

Le Giec estime en effet dans son dernier rapport d'évaluation sur le changement climatique qu'en Europe, *« les retenues d'eau sont coûteuses, ont des incidences négatives sur l'environnement et ne suffiront pas partout en cas de réchauffement du climat »*. Et des scientifiques soulignent les conséquences incertaines des mégabassines sur la ressource en eau, notamment celles d'aggraver les sécheresses estivales ou la difficulté à remplir ces réservoirs en cas de sécheresse hivernale, comme cette année.

Par ailleurs, comme l'a montré Mediapart dans une enquête sur les douze agriculteurs directement raccordés à la bassine de Sainte-Soline, ce type d'infrastructure permet aux grands cultivateurs irrigants de sécuriser l'eau pour tenir de hauts seuils de rentabilité et répondre aux exigences des marchés agro-industriels. Les opposant·es pointent ainsi la privatisation d'un bien commun et l'accaparement des nappes phréatiques par une poignée de gros exploitant·es.

Pour suivre ces infrastructures au prisme de la crise climatique, Mediapart, avec le collectif d'investigation *open source* Mémoire vive, a réalisé une cartographie interactive des 165 principales mégabassines agricoles en France métropolitaine. 66 de ces retenues sont déjà construites. 99 sont en projet.

Les images des bassines seront régulièrement mises à jour grâce aux passages fréquents des satellites d'observation. Nous actualisons tous les cinq jours les données pour renseigner en temps réel, pour les territoires de chacune de ces installations, sur le niveau des nappes phréatiques, sur les restrictions d'eau décrétées par les autorités publiques, ainsi que sur le débit et l'écoulement des cours d'eau.

Cet outil inédit permet par exemple de suivre les disponibilités en eau pour l'infrastructure de Sainte-Soline comme pour le réservoir artificiel de Mauzé-sur-le-Mignon (Deux-Sèvres), sur lequel a eu lieu en septembre 2021 la première manifestation des Soulèvements de la Terre contre les mégabassines.

Cinq retenues de Charente-Maritime, exploitées mais jugées illégales en raison d'études d'impact insuffisantes, sont également représentées, ainsi que les installations qui sont l'objet de recours, à l'instar des trente bassines du Clain, dans la Vienne. Dans ce département, une étude commandée à une filiale de Suez, mais torpillée par la préfecture, démontre qu'il n'y a tout simplement pas assez d'eau pour remplir cette trentaine de réservoirs programmés.

« 68 % des niveaux des nappes [phréatiques] *restent sous les normales mensuelles avec de nombreux secteurs affichant des niveaux bas à très bas »*, a récemment alerté le service géologique national français, chargé du suivi de la situation en eau du pays. Et de prévenir : *« Jusqu'à la fin de l'été, les niveaux des nappes devraient rester en baisse. »*